

Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Jérémie MALEK.

Espaces boisés classés du plan local d'urbanisme Autorisation de coupe ou d'abattage d'arbre relevant de la propriété publique ou privée de la Ville

Si l'arbre urbain remplit des fonctions écologiques essentielles, il reste un être vivant pouvant subir des affections nécessitant coupe ou abattage.

La qualité d'ensemble de nombreux espaces verts de la Ville a conduit à en assurer la protection dans le cadre du plan local d'urbanisme au titre des espaces boisés classés, tels que définis par l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme, les coupes et abattages d'arbres situés dans un espace boisé sont soumis à autorisation préalable.

Dans les propriétés de la Ville, et en particulier dans les parcs et jardins, ces coupes ou abattages sont parfois nécessaires pour préserver la sécurité des usagers et lutter, selon les espèces végétales, contre certaines maladies comme le chancre coloré, le charançon rouge, le papillon du palmier...

Dans ce contexte, les services municipaux en charge de la gestion et de l'entretien du patrimoine arboré de la Ville doivent pouvoir procéder à ces interventions en espaces boisés classés sur l'ensemble du territoire communal, et ce, dès que nécessaire.

A ces fins, et conformément aux dispositions des articles L.2122-21 et L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit autoriser Monsieur le Maire à déposer les autorisations préalables requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à déposer toutes demandes de déclaration préalable à la coupe ou l'abattage d'arbre situé en espace boisé classé du plan local d'urbanisme et relevant de la propriété publique ou privée de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170928-9816-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.